

# & armées & défense

n° 12

Air, Terre, Mer



## Super-puissances dans le Pacifique

## Guerre au RWANDA



# LIBAN

# l'adieu aux armes

M 4632 - 12 - 30,00 F



	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194
Ruhengeri	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236
Ruyumba	182	183	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234
Kibungo	182	183	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234

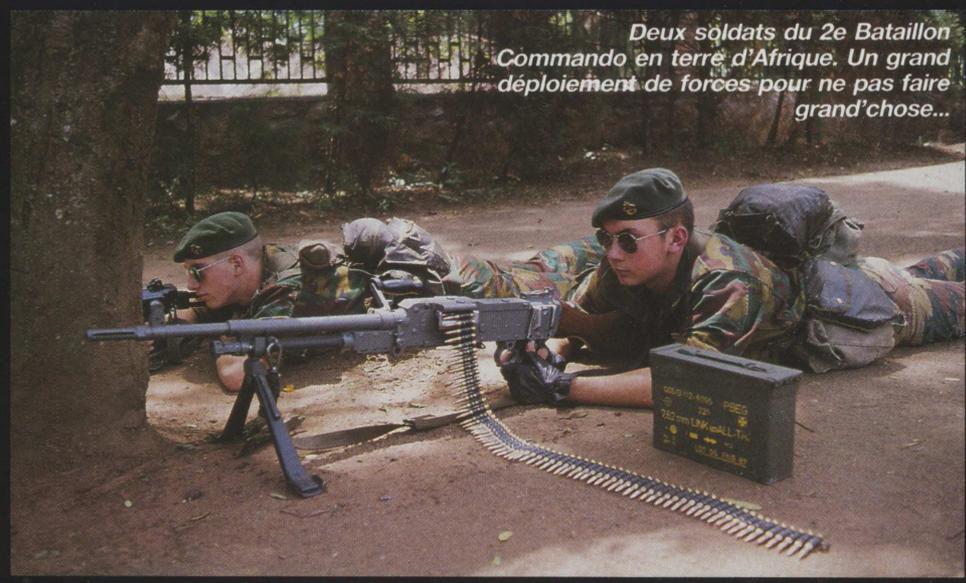
# Octobre rouge au Rwanda

par notre envoyé spécial  
**Thierry Charlier**

**Le mois d'octobre 1990 restera longtemps un cauchemar pour beaucoup de Rwandais: la famille et les proches du Président Habyarimana parce qu'ils ont craint de perdre le pouvoir, l'armée régulière parce qu'elle a été bousculée avec beaucoup de facilité, et les Tutsis parce qu'ils ont fait l'objet d'une chasse irrationnelle et parfois même de massacres par les Hutus. Faute**

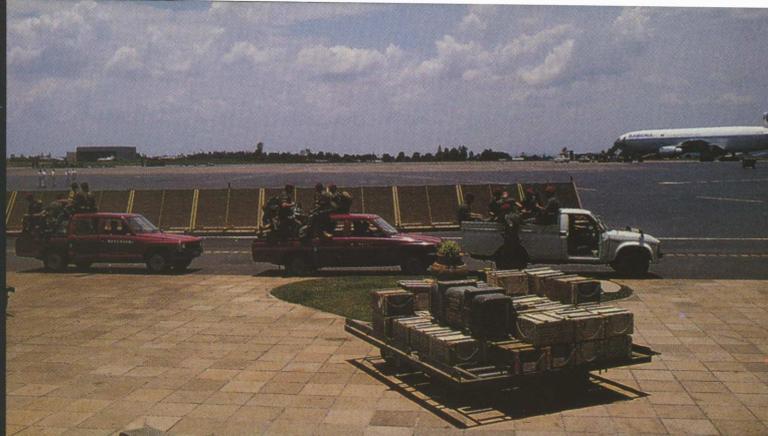
## La vérité sur la guerre civile

**d'une connaissance de l'Afrique noire, faute de vérifications de visu sur le terrain, faute de connaissances techniques, presque tout ce qui a été écrit et parfois montré sur cette guerre civile par les journalistes ou pseudo-journalistes a donné une image inexacte et tronquée de la vérité. Armées & Défense remet les choses à leur place.**



Deux soldats du 2e Bataillon Commando en terre d'Afrique. Un grand déploiement de forces pour ne pas faire grand'chose...

**Aéroport de Kigali. Des paras du 3e RPIMA attendent à bord de trois 4x4 civils réquisitionnés. Dans le fond, on aperçoit le DC-10 de la SABENA qui, le 5 octobre, a acheminé 260 paras belges au Rwanda.**



**De gauche à droite: le Lt.Col. Guy Bodart, un officier de la Coopération Technique Militaire belge au Rwanda et le Colonel Paul Malherbe, commandant le Régiment Para-Commando belge.**

### La Belgique et la France appelées à la rescousse

Face à cette situation qui évolue nettement en faveur des « rebelles », le Rwanda a présenté, dans la nuit du mardi 2 au mercredi 3 octobre, une demande d'aide militaire à la Belgique.

Le 3 octobre, une démarche identique est effectuée en direction de la France. Ce même jour, le président du Zaïre, le Maréchal Mobutu, propose d'envoyer un premier contingent de 500 hommes de sa garde présidentielle (les seuls militaires opérationnels au Zaïre) pour aider l'armée de son ami Juvénal Habyarimana.

Le soir du jeudi 4 octobre, les premiers soldats français - 80 légionnaires du célèbre 2ème REP (Régiment Etranger de Parachutistes) - débarquent à l'aéroport de Kigali. Ce même jeudi soir, les premiers para-commandos belges - des hommes du 2ème Bataillon Commando de Flawinne (Namur) - quittent l'aéroport militaire de Melsbroek (Bruxelles) pour Kigali où ils arrivent le lendemain, vendredi 5 octobre à 9h. Les Zaïrois quant à eux, amenés dans un premier temps par avion jusqu'à l'aéroport de Goma au Zaïre, gagnent ensuite le théâtre des opérations par camions. D'autres paras belges (2 Cdo, 3 Para, Esc Recce) arrivent encore en DC-10 de la Sabena affrété spécialement pour la circonstance par le ministère de la Défense, dans la journée du 5 octobre. Les paras français du 3ème RPIMA (Régiment de Parachutistes d'Infanterie de Marine) arrivent dans la soirée du même jour. Cantonnés à Abéché, au Tchad, depuis quatre mois, ils arrivent via Bangui. Le matin du 6 octobre, 500 hommes supplémentaires de la DSP (Division Spéciale Présidentielle) zaïroise débarquent à l'aéroport

Pour les hommes de Fred Rwigyema, le 1er octobre 1990 devient un grand jour: pour la première fois en 30 ans, ils revoient la terre de leurs ancêtres. Leur opération, ils la préparaient depuis longtemps et le grand jour est enfin arrivé.

Une première vague d'environ 2.000 hommes, en armes et à pied, pénètre au Rwanda via le poste frontière de Kagitumba, dans l'extrême nord-est du pays. Fred Rwigyema, 34 ans, le chef des « rebelles », établit son QG à Kagitumba, en territoire rwandais. Il masse quelque 5.000 hommes dans les environs pendant que ses 2.000 hommes de choc progressent jusqu'à Gabiro, poste avancé de l'armée rwandaise. Cette dernière, forte de 5.200 hommes, tous volontaires, est tout d'abord prise au dépourvu. Très vite cependant, la situation de l'armée rwandaise devient extrêmement difficile car le moral des troupes régulières est au plus bas et les hommes commencent à manquer de munitions dès le premier jour des combats. Le 3 octobre, les hommes du « Commandant Fred » occupent Nyagatare, puis Gabiro, Ngarama et Gatsibo. Sur le terrain, la population à majorité Tutsi dans cette partie nord-est du pays accueille les nouveaux venus avec un grand soulagement. Les « rebelles » du commandant Fred apparaissent comme une troupe disciplinée, organisée, assez bien armée quoique disposant d'un armement et d'uniformes assez hétéroclites; aucune exaction n'est commise, les « rebelles » se montrant aimables, discutant même avec les locaux, et les civils, tant rwandais que blancs n'étant nullement menacés. Quant à l'armée rwandaise, c'est la débandade dans ses rangs: on compte déjà les premiers tués et les premiers prisonniers.

de Kigali. A leur tête, le général Mabele Lieko Bokingu, commandant du SARM (Section d'Action et de Renseignements Militaires), vétéran des opérations zaïroises au Tchad, en Angola et au Shaba. Au soir du 6 octobre 1990, tous les acteurs du conflit rwandais sont sur place. Les Français sont équipés légèrement (ils n'ont avec eux que trois vieilles jeeps Hotchkiss M201), contrairement aux Belges qui ont avec eux un imposant arsenal et neuf jeeps Iltis de l'Escadron Recce du Régiment Para-Commando, armées de deux mitrailleuses FN MAG. La presse internationale est arrivée par le vol régulier de la Sabena, seule compagnie qui dessert encore Kigali ce matin-là.

### Tentative manquée de coup d'Etat

Dans la capitale rwandaise, le couvre-feu est effectif de 19h à 5h. Dans la nuit du 4 au 5 octobre, des combats ont lieu aux abords de l'Hôtel des Diplomates et près d'une caserne militaire située en ville et proche d'une mosquée. Pour le gouvernement rwandais, des « rebelles » se sont infiltrés dans la capitale; ils seraient déguisés en civil et tenteraient de s'emparer de la ville avec l'aide de collaborateurs locaux, c'est-à-dire les Tutsis. Dès lors, la chasse aux Tutsis est ouverte. Une vague d'arrestations commence, touchant dans un premier temps de nombreuses personnalités politiques et des officiers de l'armée rwandaise. Suivent des arrestations de civils Tutsis, hommes, femmes et même

enfants. Elles sont effectuées à titre préventif, dit le gouvernement rwandais.

Qu'en est-il réellement, que s'est-il passé cette nuit du 4 au 5 octobre à Kigali ?

Tout d'abord, les « rebelles » du Commandant Fred ne sont jamais arrivés jusqu'à Kigali. Aucun d'eux n'a combattu dans la capitale à ce jour. Ce qui s'est passé cette nuit-là, c'est « tout simplement » une tentative de coup d'Etat, menée par des officiers de l'armée rwandaise opposés au Président Habyarimana et plus que probablement favorables aux « rebelles » du Commandant Fred. En effet, des rumeurs de coup d'Etat couraient déjà bien avant la rentrée en forces des exilés rwandais. Il y a donc eu des échanges de coups de feu de part et d'autre de l'Hôtel des Diplomates, entre soldats de l'armée rwandaise fidèles au président et mutins de cette armée. Quant aux tirs essuyés par la caserne, ils proviennent d'une mitrailleuse placée par les mutins sur le minaret de la mosquée, juste en face. Le bilan de cette nuit de rébellion : trois ou quatre civils tués ; ils se trouvaient dans un pick-up pris sous le feu de l'armée régulière alors qu'ils essayaient de gagner l'hôpital proche de l'Hôtel des Diplomates pour y conduire un blessé. Dès le lendemain, cependant, trois officiers supérieurs de l'armée rwandaise sont arrêtés pour « avoir été en contact avec l'ennemi ».

### Chasse aux Tutsis

Les paras français et belges gardent l'aéroport de Kigali et la route qui conduit à la capitale. L'armée rwandaise, soulagée, peut enfin exécuter des opérations de ratissage et des rafles en règle. Tous les Noirs étrangers, les Tutsis et autres suspects, femmes et enfants compris, sont dans un premier temps emmenés dans des centres de tri, tel le stade sportif de Kigali ; ils sont ensuite répartis entre divers prisons du pays pendant qu'une enquête commence pour fixer leur sort.

Dans ces moments de terreur, beaucoup d'abus ont lieu. Cependant, les troupes françaises sur le terrain, officiers en tête, essaient de calmer les esprits. Les Belges, obéissant aux ordres précis de leur gouvernement (rien vu, rien entendu), sont plus... effacés. Heureusement, certains d'entre eux osent agir : nous en avons vu quelques uns « remettre les pendules à l'heure ».

En ce samedi 6 octobre, les paras belges et français s'installent à l'aéroport Grégoire Kayibanda et le long de la route reliant l'aéroport à la ville de Kigali. Quelques paras français du 3e RPIMA ont élu domicile au centre culturel franco-rwandais, non loin de l'Hôtel des Mille Collines. Les paras zaïrois sont montés au front pour se battre aux côtés de l'armée rwandaise. La ville de Kigali est déserte, les boutiques sont fermées, la population reste chez elle. Seuls les soldats de l'armée rwandaise patrouillent à bord de jeeps Peugeot P4 ou de VBL Panhard flamboyants neufs. A chaque carrefour, des soldats en armes montent la garde. On voit très peu de véhicules. A chaque soldat, il faut mon-

### Histoire du conflit

L'un des 32 « rebelles » présentés à la presse durant le mois d'octobre 1990 par les autorités du Rwanda portait sur un bras un curieux tatouage - KIGELI V -, du nom de l'héritier de la couronne rwandaise, en exil depuis plus de 30 ans. C'est en 1959, sous l'impulsion du gouvernement belge, qu'éclate la révolte des Hutus, au Rwanda. A cette époque, les Tutsis, minoritaires, occupent les postes principaux au Rwanda, ex-colonie allemande placée sous mandat belge en 1918. Tutsis et Hutus cohabitent en parfaite harmonie. Les Tutsis sont animistes et les Hutus catholiques. Pour des raisons politiques et religieuses, l'Eglise et la Belgique décident de favoriser les Hutus ; ils s'activent dès lors à renverser les Tutsis et à placer les Hutus au pouvoir. S'ensuit la persécution de l'ethnie Tutsi et deux millions de Tutsis sont contraints de se réfugier en Ouganda, en Tanzanie, au Burundi, au Kenya et au Zaïre. On en compte 250.000 aujourd'hui, en Ouganda. Le souverain déchu, Kigeli V, roi du Rwanda, âgé de 54 ans, habite aujourd'hui Nairobi, au Kenya. En 1962, le Rwanda accède à l'indépendance. Avant de devenir une colonie belge à la fin de la Première Guerre Mondiale, le Rwanda était une colonie allemande. Ce sont d'ailleurs les Allemands qui construisirent, en 1930, la prison de Kigali, encore utilisée à ce jour. En Ouganda depuis plus de 30 ans, les 250.000 Tutsis exilés n'ont pas manqué de jouer un rôle important dans la vie de ce pays, mouvementée elle-aussi. Tout d'abord, il faut savoir que le Président actuel de l'Ouganda, Yoweri Museveni, est né de mère Tutsi. Dès lors, des contacts se créent entre lui et les Tutsis réfugiés dans son pays. Ce sont d'ailleurs le commandant Fred Rwigyema, un Tutsi rwandais, et ses compatriotes exilés qui portent Museveni au pouvoir en Ouganda, en 1986. Très vite, Fred Rwigyema devient le numéro deux de l'état-major de l'armée ougandaise et plus tard vice-ministre de la Défense de l'Ouganda. Beaucoup de Tutsis rwandais en exil, nés en Ouganda, se sont engagés dans l'armée ougandaise aux côtés de Museveni. Lorsque Fred Rwigyema décide de rentrer au pays de ses ancêtres, ils sont environ 7.000 hommes à désertir l'armée ougandaise avec armes et bagages, et à se joindre à lui. Très bien armés, parfaitement préparés et avec l'expérience du combat acquise sur le terrain lors de la guerre d'Ouganda, une première vague de 2.000 hommes pénètre le 1er octobre 1990 au Rwanda, via le poste frontière de Kagitumba, dans l'extrême nord-est du pays.

trer ses papiers, ses autorisations de circuler, ses laissez-passer de presse. De temps à autre, une jeep, un camion ou un pick-up passe à toute allure avec, derrière, des soldats en armes et des civils qui nous regardent l'air hébété : des suspects qu'on emmène pour un interrogatoire... « Pas de photos, sinon vous risquez de vous retrouver en cellule ! » me lance un soldat.

Non loin de l'ambassade américaine, je me risque à photographier une auto blindée Panhard en position au carrefour. Le temps de prendre trois photos et l'une des sentinelles du ministère de la Défense tout proche m'arrête et me donne l'ordre de la suivre. Je me retrouve à l'intérieur du ministère, face à un colonel, un major et un lieutenant. « Vous ne savez pas qu'il est interdit de faire des photos dans un pays en guerre ? ! » me lance l'un des trois gradés. Un quart d'heure de palabres plus tard, je me retrouve libre, face à des confrères qui attendaient et espéraient le scoop de ma voir fusiller en direct.

### « Show » à l'ambassade de Belgique

Je rejoins l'ambassade de Belgique autour de laquelle les paras belges se mettent en place. L'ambiance est effervescente : des civils embarquent dans des bus prêtés par le gouvernement rwandais pour rejoindre l'aéroport. Le soleil, à ce moment une boule de feu rouge, rase l'horizon et profile sur le sol de

longues ombres. Les bus, mini-bus, camionnettes et jeeps Iltis de l'Escadron Recce forment un convoi. Puis tout ce monde s'élanche à toute vitesse vers l'aéroport où un avion les attend spécialement pour les rapatrier sur Bruxelles. Alors que la dernière Iltis s'ébranle, une famille - le père, la mère et la fille - accourt, chacun avec un sac ou une valise. Le mitrailleur arrière fait stopper le véhicule ; avec des gestes de fin du monde, style chute de Saïgon, il ne faut que trois secondes pour charger personnes et bagages au-dessus des équipements qui encombrant déjà la jeep. Allez, plein gaz vers l'aéroport ! Pourtant, le danger est inexistant. La panique est injustifiée. Un fait est certain : le « show » qui vient d'être exécuté devant quatre chaînes de télévision belges (RTBF, RTL/TVI, BRT et VTM) ne contribue certes pas à apaiser les esprits... Je me demande pourtant ce que ressentent alors les paras, en position de tir dans le fossé, derrière leurs mitrailleuses, tandis que des civils déambulent calmement autour d'eux. Couvre-feu à 19h et retour à l'Hôtel des Mille Collines où la presse est confinée.

### Le 3e RPIMA en « tournée de ramassage »

Le dimanche 7 et le lundi 8 octobre, les paras français du 3e RPIMA effectuent une mission de « ramassage » de ressortissants français vivant dans le nord du pays. Une vingtaine d'hommes avec quatre véhicules



**Officiers en tête, les Français tentent plusieurs fois de soustraire des civils tutsis (ici un ingénieur) aux arrestations systématiques opérées par l'armée régulière.**

civils 4x4 Toyota et Nissan réquisitionnés quittent Kigali pour Ruhengeri. Après une nuit à Ruhengeri, la colonne devra aller jusqu'à Gisenyi (à l'ouest du pays, à la frontière avec le Zaïre), puis jusqu'à Gitare et Cyanika (à la frontière avec l'Ouganda) avant de revenir vers Kigali le lundi 8 vers 15h, escortant quelque quarante véhicules transportant plus ou moins 200 personnes. Entre-temps, des renforts - une trentaine d'hommes venus de Kigali - sont arrivés ce lundi matin à Ruhengeri pour prêter main-forte aux vingt paras partis la veille.

### **Civils assassinés, citoyens rançonnés**

L'armée zaïroise s'est trouvée une nouvelle fonction: elle effectue des contrôles aux abords de Kigali.

Dans le nord, la bataille fait rage. Le 10 octobre à Kiziguro, je rencontre les premiers morts et les premiers blessés; ces derniers sont des civils qui fuyaient la zone des combats, plus au nord, et qui ont été mitraillés depuis les hélicoptères Ecureuil de l'armée rwandaise. Parmi eux, des femmes et des enfants. Les hélicoptères ont surgi, à deux, et ont ouvert le feu sur la colonne des réfugiés. L'armée rwandaise ne prend aucun risque: les «rebelles» portent plusieurs sortes d'«uniformes», notamment de simples vêtements civils ou bien un survêtement civil au-dessus de leur uniforme. Dans une zone de combat, il n'est pas toujours

aisé de distinguer les vrais des faux civils, une arme légère pouvant aisément être dissimulée. Dès lors, tout civil se trouvant dans une zone de combat apparaît suspect à l'armée rwandaise... et elle tire à vue!

Il est difficile de circuler car le gouvernement rwandais se refuse à donner des autorisations en dehors de Kigali. Les grands axes routiers - c'est-à-dire les routes asphaltées - sont contrôlées par des barrages tenus par des militaires tantôt rwandais, tantôt zaïrois. Seul moyen de passer: les pistes. En quittant Kigali, j'ai dû franchir un barrage zaïrois et trois barrages rwandais; au retour, trois barrages rwandais et deux zaïrois. Les soldats rwandais refusent tout «matabish»; par contre, pas de problème avec les Zaïrois: le «matabish» ouvre toutes les portes...

### **Madame la Présidente**

Ce mercredi 10 octobre, le Président Habyarimana donne sa première conférence de presse depuis le début de l'invasion. A première vue, il ne paraît pas être au courant de la situation sur le terrain. De toute évidence, il ne doit pas contrôler grand-chose dans son pays. Il apparaît plutôt comme un figurant, les membres de son entourage tirant les ficelles du jeu. En fait, sa fonction est plutôt symbolique: on ne lui dit que ce qu'on veut bien, c'est-à-dire rien du tout ou très peu. Juvénal Habyarimana est un homme simple, aimable, peu énergique. Il ne dirige plus son pays depuis longtemps.

C'est son épouse qui tient les rênes du pouvoir, avec ses cousins qui sont tous des militaires. En effet, lors de sa conférence de presse, le Président nous assure que les troupes zaïroises n'ont aucun contact avec la population rwandaise; or, à Kigali même, ces soldats zaïrois contrôlent plusieurs barrages et rançonnent quiconque passe par là. Plusieurs Rwandais et même des Canadiens ont été dépouillés, parfois même frappés, par ces Zaïrois. Le Président nous assure de son aval quant à l'autorisation de nous rendre sans délai sur le front. Or, le document concrétisant cette autorisation ne sera remis aux journalistes que deux jours plus tard: le ministère de la Défense, aux mains des amis de Madame la Présidente, bloquait la procédure.

### **Président Habyarimana: non-coupable Armée rwandaise: coupable**

Il faut cependant reconnaître que la majorité de la population est favorable au Président Habyarimana. Ce dernier n'a jamais été favorable à la chasse au Tutsis, que du contraire: il a toujours tenté de rester intègre et de résoudre les problèmes, notamment ethniques. Il n'en va hélas pas de même pour certaines personnes de son entourage, celles-là même qui, depuis plusieurs années, semblent bel et bien diriger le pays derrière l'«écran» formé par Juvénal Habyarimana.



↑ Les para-commandos belges sont venus avec beaucoup, beaucoup de munitions. Si la FNC est devenue l'arme individuelle standard dans l'armée belge, les tireurs d'élite utilisent encore un FAL avec lunette.

Le couvre-feu est imposé de 19h à 5h. La nuit, les coups de feu accidentels ou volontaires ne sont pas rares dans les rangs de l'armée rwandaise qui est nerveuse et peu rassurée. ↓





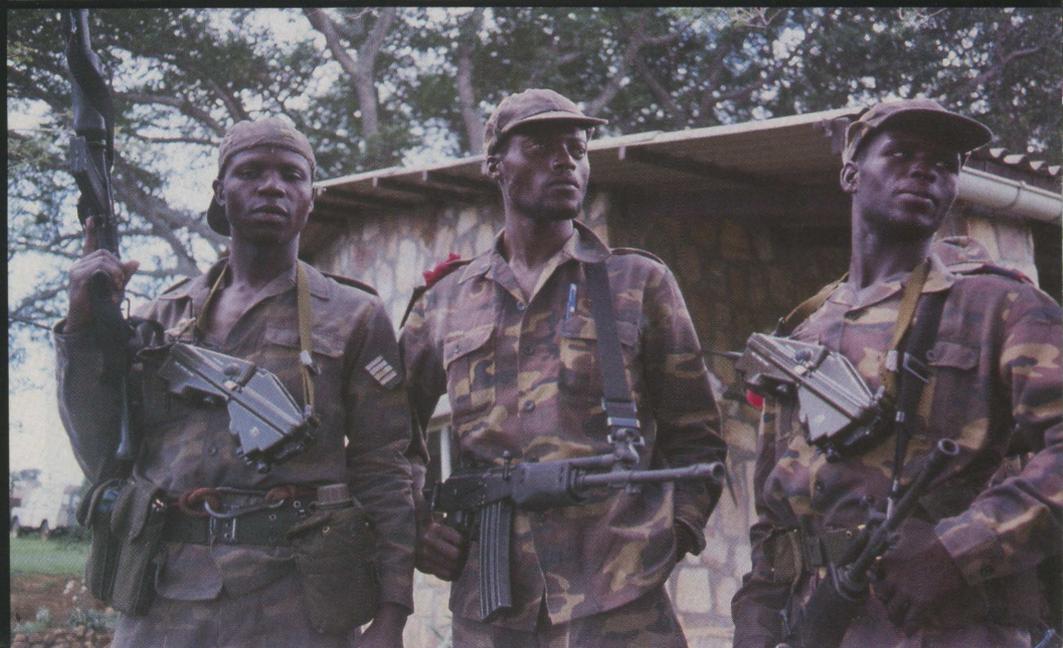
▶ Après la bataille, le pillage. Des soldats zairois emmènent dans leur M325 une caisse contenant un téléviseur Philips, une machine à écrire électrique et d'autres objets trouvés dans les maisons abandonnées par les Occidentaux ou pris sur les cadavres, comme des chaussures.

▶ Une AML Panhard de l'armée rwandaise monte la garde près de l'ambassade des Etats-Unis et du ministère de la Défense.



▶ L'armée rwandaise installe un barrage dans le nord-est du pays.

▶ Aéroport de Kigali. Un soldat du 3e Bataillon Parachutiste belge discute avec un militaire rwandais (photo Ch. Louis).



▶ La Division Spéciale Présidentielle - les seuls soldats zairois réellement opérationnels dans l'armée de Mobutu - se sont battus féroce-ment contre les rebelles. Sans eux, l'armée rwandaise aurait été balayée par les « rebelles ».

Un fait est certain: les civils rwandais craignent plus leur armée que les « rebelles ». Les massacres de civils perpétrés dans plusieurs villages du nord-est, œuvre de l'armée rwandaise, l'expliquent. Au moins deux massacres, ayant impliqué chaque fois la mort d'une vingtaine de civils, ont été perpétrés par des soldats rwandais dans des villages situés dans le nord-est du pays.

### Prises, reprises et pillages de Gabiro par les Zaïrois

Le vendredi 12 octobre, je suis à Gabiro. Les paras zaïrois et les soldats rwandais viennent de reprendre le camp militaire situé sur l'une des routes principales du pays. La perte de Gabiro, la veille, s'explique par des raisons tactiques: l'armée rwandaise avait préféré passer la nuit hors de cette localité située dans une cuvette. Pour l'instant, l'armée rwandaise tient les hauteurs environnantes. Des AML et VBL Panhard sont placés sur les crêtes qui dominent la vallée. Cà et là, des cadavres de soldats zaïrois sont emballés dans des couvertures jaunes. Plus loin, des cadavres de « rebelles » gisent sur le sol; les Zaïrois ont déjà récupéré leurs bottines et leurs armes; le sergent zaïrois qui me guide n'ose pas trop s'approcher des cadavres, m'expliquant qu'il a peur des morts.

A Shabayaga, des civils ont récupéré des obus de mortier de 60 mm de fabrication chinoise que les « rebelles » ont abandonnés dans leur retraite.

Durant tout ce mois d'octobre, Gabiro ne cesse d'être occupé un jour par les Rwandais et les Zaïrois, le lendemain par les « rebelles ».

Sur le terrain, les soldats zaïrois se battent; la bataille terminée, ils pillent. Il faut savoir qu'ils sont venus sans logistique; ils ont pour instruction de s'approvisionner sur le terrain, ce qu'ils font d'ailleurs, en sus du fait que leurs officiers sont logés, nourris et blanchis à l'Hôtel des Mille Collines aux frais du gouvernement rwandais.

### Soutiens extérieurs aux « rebelles »

Les « rebelles » iront jusqu'à occuper le carrefour de Kayonza, à l'est du pays, point stratégique pour l'approvisionnement en carburant du Rwanda en provenance de Tanzanie. D'un côté, la route monte vers l'Ouganda; de l'autre, elle part vers la Tanzanie d'où, justement, des renforts conduits par le Colonel Alex Kanyarengwe, un Hutu rwandais réfugié là-bas au même titre que ses hommes, s'apprête à venir en aide aux « rebelles » du Commandant Fred.

Au Burundi, petit pays situé au sud du Rwanda, lui aussi ancienne colonie allemande placée sous mandat belge et devenue indépendante en 1962, les Tutsis minoritaires sont au pouvoir. Les postes gouvernementaux sont cependant partagés entre les deux ethnies en vertu de la règle de l'unité nationale. Les partisans du Commandant Fred sont nombreux dans le pays. Mais le Burundi a, dès le début du conflit, fermé sa

frontière avec le Rwanda; de ce fait, ils ne peuvent pas faire grand-chose. Néanmoins, une partie des armes d'origine chinoise et des munitions destinées aux « rebelles » transitent par le Burundi. Le reste provient des stocks de l'armée ougandaise dans lesquels les « rebelles » se sont servis avant de rentrer au Rwanda. Le Colonel Kadhafi est depuis venu à Kampala avec beaucoup de caisses dans ses bagages, sans doute de quoi regarnir les stocks ougandais et même approvisionner les « rebelles ».

### Les paras belges en « tournée de ramassage »

Le dimanche 14 octobre, soit une semaine après les paras français, les paras belges exécutent une mission de « ramassage » de civils - principalement des coopérants belges - pour les ramener à Kigali. Dès 7h30, 51 paras démarrent en convoi vers Ruhengeri et Gisenyi. Ils sont de retour à 16h30 avec quelque 150 personnes. Ce même jour, les premiers soldats zaïrois rentrent chez eux. Nous croisons un convoi de sept camions Mercedes bourrés de soldats de la DSP - environ 250 hommes - qui roulent à vive allure vers Gisenyi et Goma.

### Enfin un blessé belge!

Le lendemain, lundi 15 octobre, les paras belges rééditent une opération de ramassage de civils, cette fois en direction de Byumba. Ils ramènent avec eux un garagiste belge indépendant, âgé de 45 ans: Paul Van Vynckt. Bien que blessé à la poitrine, au ventre et à une jambe par des éclats de grenade, il est parvenu à quitter sa maison de Nyagatare et à rejoindre la colonne belge à Byumba. Alors qu'il se trouvait chez lui, il a été blessé pendant les combats ayant opposé des militaires rwandais à des éléments « rebelles ». Au lieu de le conduire directement à l'hôpital, l'ambassade de Belgique fait amener le blessé à l'Hôtel des Mille Collines afin de l'exhiber devant la presse. Excellente aubaine pour cette dernière et quelle propagande pour la politique belge qui dispose à présent de la preuve que l'envoi de para-commandos se justifie pleinement et que la population belge est bien en danger. « Malheureusement » pour les tenants de ce raisonnement, Paul Van Vynckt est et restera le seul blessé, de surcroît accidentel, pour justifier l'envoi de 535 paras suréquipés en terre africaine.

### Ballet diplomatique

Ce même 15 octobre, à Nairobi, capitale du Kenya, des pourparlers en vue d'obtenir un cessez-le-feu s'engagent d'une part entre le Premier Ministre belge Wilfried Martens, le ministre belge de la Défense nationale Guy Coëme, l'énergique ministre belge des Affaires étrangères et le Président Habyarimana, et d'autre part entre ce dernier et le Président ougandais Museveni. L'armée rwandaise a ouvert deux centres de recrutement grâce auxquels elle a déjà enrô-

lé 3.200 soldats qui sont envoyés au front après une période d'instruction d'une dizaine de jours. L'objectif du gouvernement rwandais est de porter les effectifs des forces armées à 10.000 hommes, soit le double de leur importance au 1er octobre.

Dans cette crise, le gouvernement belge commet au moins deux erreurs: il n'est pas entré suffisamment tôt en contact, via des émissaires de son ministère des Affaires étrangères, avec des responsables du FPR (Front Patriotique Rwandais); ensuite, conséquence de sa Nième brouille avec le très contestable et contesté Maréchal Mobutu, il n'a pas tenu de compte de la présence de soldats zaïrois sur le terrain; nier les contacts qu'il y a eu sur place entre militaires belges et zaïrois est regrettable; j'ai été plusieurs fois témoin de rencontres entre le Lieutenant-Colonel Dumortier et des officiers zaïrois.

Il est évident que la recherche d'une solution pacifique qui ne réglerait pas définitivement le sort des réfugiés rwandais et la question ethnique est vouée à l'échec. Victime du « discours africain » développé par le président Habyarimana qui accepte l'idée d'un cessez-le-feu mais en refuse les conditions (donc il continue la guerre), victime aussi de la lutte d'influence menée par Mobutu qui cherche à redorer son blason en participant à la découverte d'une solution diplomatique africaine, le gouvernement belge dépense beaucoup d'argent dans des voyages-marathons, déplaçant beaucoup d'air pour peu de résultats, sans que ce soit réellement de sa faute. Il faut y voir le résultat de l'amour sans fin voué par le Premier ministre à l'Afrique, et son extrême sensibilité au problème des ressortissants belges potentiellement menacés, où que ce soit dans le monde.

Le Président rwandais et son entourage, pour préserver leurs acquis et de peur de devoir partager le pouvoir avec plus intelligents qu'eux, refusent de voir les choses en face et de traiter directement avec les « rebelles ». Une chose est pourtant certaine: les « rebelles » ne peuvent plus reculer: ils sont portés déserteurs en Ouganda et ont de ce fait tout perdu; il leur reste à reconquérir par la force et/ou la diplomatie le droit de revenir vivre dans leur pays d'origine.

Après l'échec d'un cessez-le-feu âprement négocié, lequel ne fut jamais effectif ni d'un côté ni de l'autre (encore une preuve de ce que vaut un document négocié par des Occidentaux en Afrique), les Français, probablement agacés devant l'enlèvement de la situation, décident d'entrer en action; ils envoient deux négociateurs: Jacques Pelletier, ministre de la Coopération, et Jean-Christophe Mitterand, fils du Président français et conseiller de ce dernier pour les affaires africaines. C'est aussi le résultat de la visite-éclair effectuée à Paris par Juvénal Habyarimana pour appeler - en vain - la France et la Belgique à envoyer un supplément de troupes au Rwanda afin de soutenir ouvertement son régime. Notons au passage que l'une des leçons à tirer de l'intervention

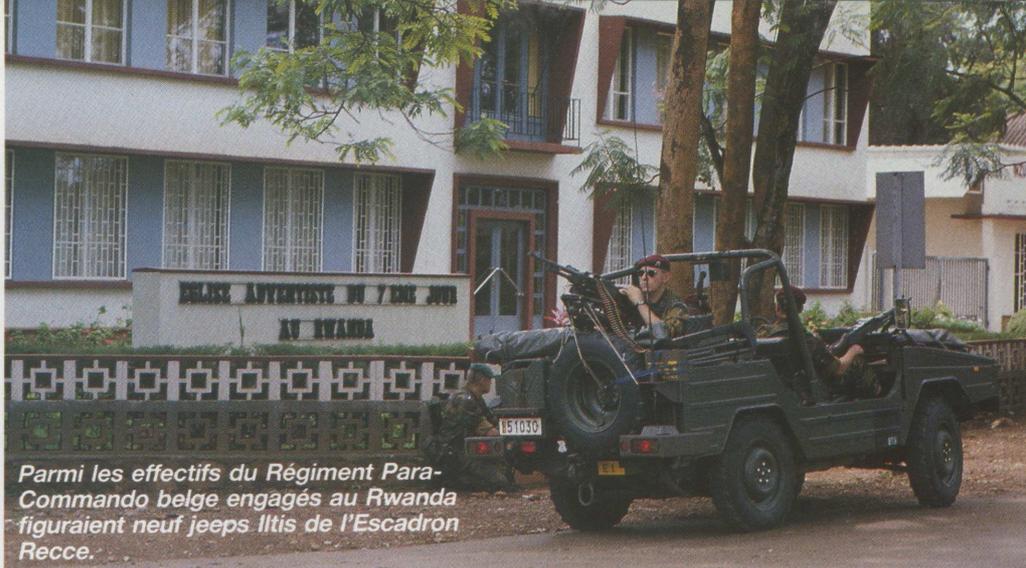
au Rwanda du point de vue militaire est l'excellente coopération qui a régné depuis le début et jusqu'à présent entre les gouvernements français et belges et, sur le terrain, entre les paras des deux armées. Nous sommes loin des échanges de coups de feu entre légionnaires et para-commandos, comme à Kolwezi en 1978. Et cette crise ne devrait pas donner lieu à un film aussi ridicule et mensonger que «La Légion saute sur Kolwezi» à propos de Kigali 1990...

### La mort du Commandant Fred

Début novembre, on apprend la mort du chef des «rebelles», le Commandant Fred Rwigyema. D'après un communiqué émanant des «rebelles», il aurait sauté sur une mine le 2 octobre. Cette version est peu vraisemblable car la région de Kagitumba, où il serait mort, n'était pas minée par l'armée rwandaise. D'après cette dernière, il aurait plutôt été tué par un tireur d'élite de l'armée régulière, ce 2 octobre; or l'armée rwandaise ne compte pas de tireur d'élite dans ses rangs. Aussi l'incertitude persiste-t-elle sur les circonstances de la mort de Fred Rwigyema. Un fait certain: depuis le 1er octobre, personne ne l'a vu. Depuis le 2 octobre, les «rebelles» combattent sous les ordres de leur nouveau chef, le Major Paul Kagame, réfugié Tutsi et ancien chef de la Sûreté de l'armée ougandaise. Une nouvelle hypothèse sur la mort de Fred Rwigyema a été émise: le chef rebelle aurait été victime, le 2 octobre, d'un règlement de comptes entre rebelles partisans d'une stratégie de type guérilla et partisans d'une offensive-éclair sur Kigali.

### Quelle solution pour l'avenir?

Les derniers paras belges ont quitté le sol rwandais le jeudi 1er novembre, laissant 11 tonnes de munitions derrière eux, résultat, *dixit* le Premier Ministre belge, d'une livraison accélérée d'une ancienne commande du gouvernement rwandais. L'Opération Hirondelle - appellation rwandaise commune aux Belges, aux Français, aux Zaïrois et aux rwandais - ou Green Bean (appellation belge) a pris fin pour la Belgique. Ce matin-là, la radio gouvernementale relaie les propos du Président Habyarimana pour déclarer terminée la «guerre d'octobre» et la victoire de l'armée rwandaise; celle-ci parade dans Kigali le soir-même. Sur le terrain, les «rebelles» se sont momentanément repliés, abandonnant même Kagitumba, leur quartier-général. Une partie d'entre eux s'est dispersée dans le parc de l'Akagera. Mais dès le dimanche 4 novembre, les «rebelles» lancent une contre-offensive sur deux fronts; ils s'emparent de Gatuna, position stratégique sur la route reliant l'Ouganda et le Kenya à Kigali; cette route est vitale pour l'approvisionnement de la capitale rwandaise. Des éléments «rebelles» reprennent leurs activités dans l'extrême nord-est du pays, dans le parc de l'Akagera.



Parmi les effectifs du Régiment Para-Commando belge engagés au Rwanda figuraient neuf jeeps Iltis de l'Escadron Recce.

Au jour où ces lignes sont rédigées (12 novembre), seuls les paras français et les légionnaires sont toujours déployés au Rwanda. Les «rebelles» ont évacué Gatuna mais sont toujours présents dans le nord-est du pays. Vu l'insécurité qui s'installe dans le nord du Rwanda, vu que l'Ouganda et le Burundi ont fermé leurs frontières, coupant la voie d'acheminement du ravitaillement depuis le Kenya via l'Ouganda, un début de famine s'installe dans ce pays enclavé qu'est le Rwanda. L'effet négatif de la guerre d'octobre sur l'économie du pays apparaît, celle-ci étant déjà victime d'une chute des prix du café, principale ressource du pays. La guerre d'octobre a coûté 65 millions de FB (10 millions de FF) au gouvernement rwandais. Et ce n'est pas fini...

### Le rôle de la presse sur le terrain

Dans la crise rwandaise, le rôle de la presse internationale, surtout belge, est révélateur quant à la manipulation, la désinformation, l'incompétence et l'ignorance de la plupart des journalistes envoyés pour couvrir l'événement, en ce qui concerne l'Afrique et les reportages en pays en guerre. La presse française - notamment TF1 et La Cinq, plus tard Antenne 2 - reprocheront d'ailleurs amèrement à la presse belge d'avoir gonflé les événements dans des proportions parfois grotesques. Il suffit pour s'en convaincre d'avoir comparé au fil du mois d'octobre comment cette crise était traitée par la presse et le gouvernement des deux pays.



Le Roi Baudouin, entouré de Juvénal Habyarimana, président du Rwanda, et de l'épouse de ce dernier.



L'un des 500 Zaïrois de la Division Spéciale Présidentielle, à côté d'un VBL Panhard rwandais flambant neuf.



*L'armée rwandaise utilise ses deux hélicoptères Ecureuil - celui-ci est posé à Ngarama - pour mitrailler les colonnes de civils qui cherchent à fuir les zones de combats; parmi eux se cachent peut-être des « rebelles »...*

Dès le début des opérations, deux demoiselles (24 et 25 ans), envoyées spéciales de deux grands quotidiens belges, et une troisième, envoyée par un grand hebdomadaire d'information, terrées dans leurs chambres d'hôtel, envoient des rapports alarmants à leurs rédactions respectives. Elles ne quitteront pas leur hôtel et encore moins Kigali avant le 10 octobre 1990. Cependant, avec des confrères et consœurs, elles passeront leurs journées au téléphone, appelant des missionnaires dans le nord et des médecins dans les hôpitaux, lesquels leur diront ce qu'ils veulent bien leur dire; suivant ce qu'ils racontent, ils et elles affabulent et créent l'événement sans essayer de vérifier ou d'aller voir par eux-mêmes.

Le 7 octobre, alors que la presse parle de massacres et de présence rebelle à Ruhengeri et Gisenyi, je suis le premier journaliste à quitter Kigali et à me rendre à Ruhengeri, Gitare, Cyanika et Gisenyi. Toutes ces localités sont calmes, les gens vaquent à leurs occupations; aucun cadavre ni aucune trace de combat en vue... Cependant, on rapatrie quand même les Européens alors qu'ils ne sont nullement menacés. Tout ceci parce qu'en haut-lieu, on a suivi le ton alarmiste de la presse représentée par des journalistes dont c'est généralement le premier voyage en Afrique ou dont c'est le premier conflit qu'ils couvrent. En effet, cette presse parle de «durs combats» dans la nuit du 4 au 5 octobre à Kigali; ces gens n'ont manifestement jamais été témoins de durs combats... Ce qui s'est en fait passé, c'est que, ayant entendu tirer, personne n'a osé sortir et a simplement repris le communiqué gouvernemental rwandais qui faisait état de «durs et violents combats dans la capitale».

Certaines de mes consœurs journalistes, sans aucune expérience de reportage de guerre, n'ayant jamais mis les pieds en Afrique auparavant, trouvent ensuite bon de me faire la morale et de m'apprendre mon métier. L'une d'elles m'interpelle violemment parce que je manque de discrétion, que je m'approche trop près des gens pour prendre mes photos; une autre me reproche de ne pas demander la permission aux gens que je désire photographier et sur-

tout de ne pas leur dire merci! Et ceci dans un pays en guerre, alors que l'événement se déroule sous nos yeux! Plus loin, j'ai droit à un sermon moralisateur pour avoir donné un paquet de cigarettes à un soldat zaïrois... Un autre jour, mes «honorables» consœurs me reprochent de ne pas intervenir pour défendre une pauvre femme qui se fait passer à tabac par des soldats de l'armée rwandaise. Je leur explique que notre rôle est d'enregistrer l'événement pour ensuite le divulguer au monde; le rôle de la presse ne consiste pas à jouer les Zorro ou les Bons Samaritains; si nous en arrivons là, nous ne sommes plus objectifs; or la presse doit impérativement rester objective et relater ce qui se passe effectivement sur le terrain. Bien souvent, comme pour cette femme, le simple fait de nous montrer et de prendre des photos décourage les soldats qui, dans la plupart des cas, s'arrêtent de frapper ou alors s'en prennent à nous.

Lors de la visite à la prison centrale de Kigali, la plupart de mes confrères et consœurs - qui se trouveraient plus à leur place dans les effectifs d'Amnesty International, du CICR, de SOS Racisme ou de la Ligue des Droits de l'Homme - vocifèrent pour que les autorités rwandaises relâchent tous les prisonniers. Encore une fois, nous ne sommes pas là pour juger si telle ou telle personne doit être libérée ou gardée en prison. Lors de la conférence de presse qui suit cette visite, donnée par le ministère de la Justice, une dame du ministère de l'Information essaie, très gentiment, d'expliquer à ses interlocuteurs de la presse européenne la façon dont un Africain pense et voit les choses; elle se fait apostropher d'une manière tout à fait grossière par les journalistes belges qui, derrière la bannière de la RTBF, se lèvent d'un bond et quittent les lieux en lui faisant remarquer qu'ils n'ont de cours de morale à recevoir de personne. La Rwandaise a pourtant raison: à la question de l'un de mes confrères qui demandait pourquoi les prisonniers ne reçoivent qu'un seul repas par jour alors qu'en Belgique ils en reçoivent trois ou quatre, elle a répondu qu'en Afrique noire, au Rwanda notamment, la plupart des gens ne mangent bien souvent qu'un

repas par jour! C'en était trop pour mes collègues ignorants; ils ont estimé les Droits de l'Homme bafoués, traité la conférence de presse de sermon moralisateur et donc quitté la salle en bloc. Brillant signe d'intelligence...

Quelques jours plus tard, ces mêmes journalistes belges, dont certains n'hésitent pas à usurper le titre officiel français de «grand reporter», partent ensemble dans un minibus mis à leur disposition par le gouvernement rwandais pour une visite sur le front, à Gabiro. Départ de Kigali à 9h du matin et arrivée à Gabiro vers midi. Là, grogne des journalistes belges: «Où sont les boissons et les sandwiches!?» «Quoi, le gouvernement rwandais n'a rien prévu pour la presse? C'est un scandale! On rentre!». Nous venons donc à peine d'arriver que ces «grands reporters» pensent avoir déjà tout vu. En fait, ils ne pensent qu'au lunch-buffet de l'Hôtel des Mille Collines qu'ils vont manquer! C'est à ce moment précis que la personne du ministère de l'Information qui les accompagne leur dit qu'en tant que journalistes, témoins privilégiés, ils doivent penser à leur travail avant tout et que, de toute façon, ils mangeront ce soir à l'hôtel; d'ailleurs, elle non plus ne mangera pas ce midi. Encore une fois, c'en est trop! Encore un sermon moralisateur! La «grande presse belge» fulmine! La grogne durera jusqu'au retour à l'hôtel. Le lendemain, en représailles, ils boycottent la visite organisée à l'état-major pour montrer les armes prises aux «rebelles».

Pendant ce temps, en Belgique, le gouvernement et les citoyens «gobent» les rumeurs de cette ribambelle de journalistes indignes du titre. «J'y étaient!» s'empresseront-ils de proclamer; oui, ils y étaient, dans leur chambre d'hôtel à Kigali, à la piscine, au restaurant, au bar, en grande tenue et belles (?) toilettes; ils sont venus avec assez de bagages pour un séjour d'un an au moins! Voilà donc ceux et celles qui, par leurs articles, font la pluie et le beau temps. Ces mêmes gens ne savent par ailleurs même pas distinguer un soldat rwandais d'un soldat zaïrois, un para belge d'un para français; ils appellent «chars» des autos blindées lé-



*L'armée rwandaise escorte la presse sur le front, près de Gabiro. Tout au long de cette guerre, le comportement de certains soi-disant journalistes belges est scandaleux!*

gères, ils prennent des mortiers pour des missiles, et j'en passe!

Comble de tout, lorsque ces messieurs-dames sont à court d'idées parce qu'ils refusent de risquer leur vie et leur confort pour aller au front, ils prennent pour cible les équipages de lignes aériennes, particulièrement les hôtesses de la Sabena, logées elles aussi à l'Hôtel des Mille Collines. Plusieurs de mes confrères et consœurs trouvent «scandaleux» et «indécents» que ces hôtesses fêtent le départ en retraite de leur commandant de bord qui effectue son dernier vol, ou bien le fait qu'elles prennent des bains de soleil à la piscine de l'hôtel, alors que le pays est en guerre, que des gens meurent, etc. Bref, les éternelles pitoyables lamentations «humanitaires», en fait complètement hypocrites, qui caractérisent les trop nombreux journalistes «de salon». Par contre, pour eux, il est tout à fait normal que, vu le métier qu'ils font et les «dangers» qu'ils courent, le whisky coule à flot et que, le soir, de petites indigènes viennent leur tenir compagnie jusqu'au matin.

Quand ils rentreront au pays, ils ne manqueront pas de raconter leurs aventures, leurs «exploits», qui, avec le temps, seront devenus dignes d'un film héroïque - un nouveau «Under Fire» - à l'image de ce photographe d'agence belge qui, à son retour du Rwanda, n'a pas manqué de publier dans un magazine populaire qu'il avait été «prisonnier d'un camp au Rwanda» alors qu'il a tout juste été arrêté une dizaine de minutes par des militaires rwandais, le temps de lui confisquer son film car il avait pris des photos dans un centre de tri de prisonniers. Plus loin, dans ses deux pages d'auto-publicité, il raconte ses heures d'angoisse vécues au Rwanda, comment il a failli se retrouver dans la rubrique nécrologique des journaux, etc. Apparemment, il a été le seul journaliste à débarquer au milieu d'une «pagaille indescriptible»; il est aussi le seul à qui des détenus de la prison de Kigali auraient demandé «s'ils allaient être fusillés». Il est l'un de ces pseudo-journalistes «humanitaires» qui prennent parti, qui s'interposent physiquement et qui, plus tard, s'étonnent de ramasser des coups ou de finir en prison, au mépris

des conditions d'exercice et objectifs primordiaux de leur profession; il est aussi de ces pseudo-journalistes qui montent, qui «truquent» leurs photos pour avoir plus d'impact, tel cet autre photographe qui a monté ses photos de toutes pièces afin d'exagérer la réalité; malheureusement pour ses collègues, ce sont ses images mensongères qui sont passées parce que plus attractives. En plus de tout cela, exerçant une influence certaine sur les événements en cours dans le pays, il y a eu les rumeurs en tous genres, parfois les plus folles et les plus invraisemblables, de temps en temps relayées par les médias qui ne prenaient pas toujours la peine de les vérifier, tirant argument du principe qu'il n'y a pas de fumée sans feu! Un exemple significatif: à Kigali, une rumeur a circulé selon laquelle la Belgique avait envoyé une frégate et plus tard même un sous-marin dans le lac Kivu, situé entre le Zaïre et le Rwanda. Un journaliste averti sait que les seuls sous-marins que la Belgique a possédés dans son histoire étaient deux U-Boote hérités en dommages de guerre de la Kriegsmarine, en 1918! Il est de surcroît impossible à un navire - frégate ou autre - d'arriver sur le lac Kivu à moins d'être construit sur place. Si cela prète à sourire, on peut imaginer les conséquences de ce colportage sur des esprits simples...

C'est d'ailleurs ainsi que l'annonce que «les rebelles pourraient tirer sur les paras belges» s'est rapidement transformé en une rumeur selon laquelle une cible des «rebelles» était la population belge. Ainsi, à voir les pleurs et inquiétudes outrées au départ de Belgique des paras belges et les embrassades fiévreuses à leur retour, avec défilé le 13 novembre à la caserne de Flawinne (défilé heureusement moins triomphal que celui, alors très justifié, conduit à Bruxelles par le Colonel Laurent, en 1964), on pourrait croire que ces 535 hommes ont risqué leur vie tous les jours de leur présence au Rwanda, ce que démentent tous leurs propres témoignages (ils se sont ennuyés - sauf peut-être les équipages de jeeps Recce - et n'ont pas tiré un seul coup de feu). C'est le résultat partiel de la psychose créée par les médias dès le début de la crise rwandaise.

En réalité, la majorité du pays est restée calme pendant toute la crise et il n'y a eu pratiquement personne à sauver d'une menace physique réelle, les évacuations de civils européens ne se justifiant généralement pas puisqu'ils n'étaient expressément pas visés par les «rebelles» (rendant inutile une présence dissuasive aussi massive de militaires belges). Quant à l'aéroport et la route y conduisant, que les paras belges et français s'ennuyaient à protéger, ils n'ont jamais été menacés par les «rebelles». Le seul - et non négligeable - danger affronté par les militaires et les civils résidait dans les réactions imprévisibles des militaires rwandais face à un véhicule, à une personne, à une situation un tant soit peu imprévue et qui a pu leur faire ouvrir le feu, comme cela s'est passé quelques fois en dehors de Kigali.

Précision utile, certains envoyés de la presse télévisée belge et française ont effectué quelques excellents reportages, la recette de leur succès étant qu'ils ont pris des risques et qu'ils ont voyagé de manière parfois autonome et inconfortable dans le pays, parvenant même à rencontrer un brillant adjoint de feu Fred Rwigyema. La rigueur dans le travail de journaliste est une rare vertu qui paie (presque) toujours! Il faut cependant savoir que, dans un certain nombre de cas, seuls les cameramen et les preneurs de son se trouvent confrontés au danger, les journalistes restés à l'hôtel effectuant leur commentaire sur base de la matière ramenée par leurs courageux collaborateurs... qui ont donc effectué le travail des journalistes! Faites attention, lorsque vous voyez une séquence du genre: le journaliste apparaît-il en personne à l'un ou l'autre moment? Ou bien sa voix trahit-elle bien, partiellement au moins, une présence personnelle à l'endroit montré par les images? Les temps tardent à venir où l'ivraie sera séparée du bon grain... Justice est trop rarement rendue aux véritables journalistes, aux courageux cameramen et preneurs de son. Le remarquable film «Under Fire» de Roger Spottiswoode ne présentait que les premiers. □

*Photos: Thierry Charlier (et Christian Louis).*